

ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES
12 ET 19 JUIN 2022
3^e circonscription du
Pas-de-Calais



Réponse à l'adresse de la FSU 59/62,

L'Union de l'ensemble des forces de gauche, la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale NUPES – va permettre au Pas de Calais de retrouver des députés de gauche.

Ma candidature s'inscrit naturellement dans les combats que j'ai toujours menés comme maire d'Avion et Conseiller départemental du Pas de Calais.

Depuis toujours je suis aux côtés des travailleurs des entreprises privées qui défendent leurs emplois et leurs salaires comme je soutiens les fonctionnaires qui défendent les services publics, les établissements scolaires.

Député de la Nation je participerai à la construction d'une société plus juste, plus solidaire et plus écologique.

Cette nouvelle société passe d'abord par la défense des intérêts des salariés avec des salaires et des traitements revalorisés, un SMIC à 1500€ net, une véritable égalité hommes/femmes, des nouveaux droits pour les travailleurs, une retraite à 60 ans avec une pension indexée sur les salaires.

Une société plus juste et plus solidaire passe par des services publics jouant pleinement leur rôle. Et d'abord un système éducatif à la hauteur des besoins et des ambitions de notre pays avec un plan pluriannuel de recrutements et de pré-recrutements d'enseignants et de personnels dans les établissements avec des rémunérations véritablement à la hauteur des qualifications et des responsabilités, rendant les métiers attractifs.

Une société solidaire c'est, dans l'esprit du Conseil National de la Résistance de 1945, la prise en charge de la maladie par le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les complémentaires santé dans la Sécurité sociale.

Pour notre circonscription, pour le département du Pas de Calais il nous faut un nouvel hôpital à Lens avec des moyens à la hauteur des besoins d'aujourd'hui et à venir dans le Bassin Minier, mais aussi un hôpital à vocation universitaire pour former les médecins dont nous avons besoin pour faire face aux déserts médicaux.

La planification écologique doit devenir un axe majeur de notre politique. Nous y consacrerons 200 milliards d'euros sur 5 ans qui permettront de créer plus d'un million d'emplois.

Au-delà du développement sans précédent des énergies renouvelables, au-delà d'une isolation systématique des bâtiments et de l'habitat, la planification écologique passera par le développement des transports en commun, un pôle public des transports autour d'une SNCF réunifiée, une renationalisation des aéroports et des autoroutes, un pôle public de l'énergie autour d'EDF et Engie renationalisés.

Depuis plusieurs années déjà je milite, avec d'autres, pour la gratuité du bus dans l'agglomération de Lens-Liévin.

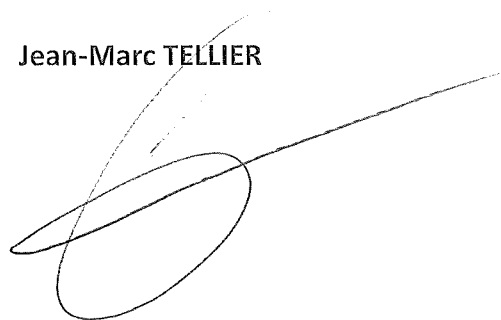
La planification écologique passe aussi par la relocalisation des productions essentielles à la vie de notre pays, une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique. Il faudra conditionner les aides aux entreprises au respect de critères environnementaux et sociaux et de lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise.

Bien entendu toutes ces mesures nécessitent des investissements et des budgets. Et d'abord la création d'un pôle public bancaire par la socialisation de certaines banques mais aussi la réalisation d'un audit citoyen de la dette publique pour déterminer la part illégitime. Une véritable révolution fiscale s'impose en rendant l'impôt sur le revenu véritablement progressif avec un barème à 14 tranches, en supprimant la flat tax et en imposant les revenus du capital a minima comme ceux du travail, en augmentant les droits de succession sur les plus hauts patrimoines.

Cette nouvelle société plus juste, plus solidaire, plus écologique parce qu'elle nécessite l'intervention des citoyens passe aussi par des réformes institutionnelles mettant en place une 6ème République reposant sur une Assemblée élue à la proportionnelle, le non cumul des mandats, le référendum d'initiative populaire, de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants syndicaux dans les entreprises comme dans la fonction publique, une loi anti-concentration dans les médias ainsi que leur démocratisation.

Comme vous le voyez, le projet est ambitieux mais il ne pourra se réaliser sans intervention citoyenne, sans la participation des organisations associatives et syndicales dans le respect des spécificités de chacun.

Jean-Marc TELLIER

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.